

La Chine dans le monde. Entretien avec Alice Ekman

dimanche 13 janvier 2019, par [Alice EKMAN](#), [Ivan SAND](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Alice EKMAN](#), [Ivan SAND](#), **La Chine dans le monde. Entretien avec Alice Ekman**,
Diploweb.com : la revue géopolitique, 13 janvier 2019.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

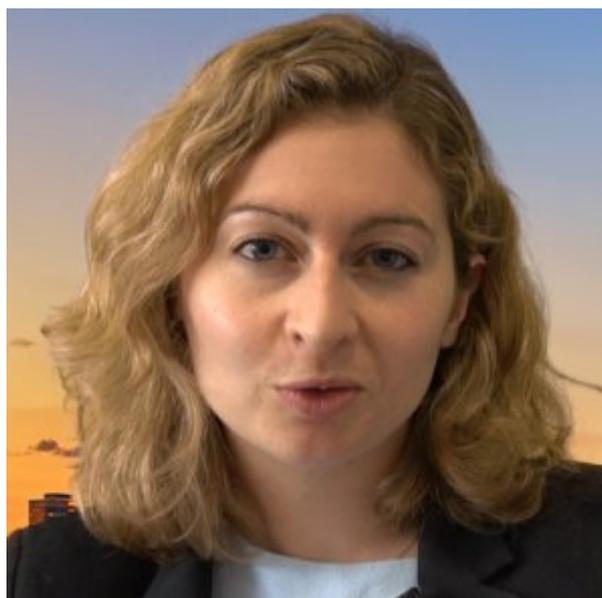
Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Responsable des activités Chine au Centre Asie de l'Ifri et reconnue comme l'une des meilleures spécialistes de la Chine en Europe, Alice Ekman a récemment dirigé le livre « La Chine dans le monde », CNRS éditions. Cet ouvrage collectif explore les différentes facettes de la diplomatie chinoise, à l'échelle régionale comme mondiale. Alice Ekman répond aux questions d'Ivan Sand pour le *Diploweb.com*. En écho au nouveau programme de 1ère spécialité Histoire-Géographie et Géopolitique, la dernière question aborde la langue chinoise comme forme indirecte de la puissance.

Ivan Sand (I. S.) : Quel cheminement intellectuel vous a conduit à la publication de cet ouvrage ?

Alice Ekman (E. K.) : Tout d'abord, un constat simple, en toute modestie : la politique étrangère chinoise est complexe, et pour l'analyser avec précision et rigueur dans toutes ses dimensions, il faut être plusieurs. C'est cette nécessité, doublée de l'envie de fédérer et de travailler en équipe, qui m'a amené à rassembler les 7 co-auteurs autour de ce projet : [Jean-Pierre Cabestan](#), Mathieu Duchâtel, [Marc Julienne](#), Antoine Bondaz, Agatha Kratz, Françoise Nicolas et John Seaman. Il s'agit de chercheurs qui sont à la fois spécialistes de la Chine et disposent d'une expertise sectorielle solide (économistes, spécialistes des questions énergétiques, militaires, de politique intérieure, de sécurité...). Ce projet a été conforté par un autre constat simple : celui qu'il n'existait pas, en langue française, d'ouvrage de référence et actualisé sur la politique étrangère chinoise, et que cela pouvait être utile à mes étudiants, mais aussi à toute personne désireuse de mieux comprendre la politique étrangère chinoise et les enjeux géopolitiques contemporains qui en découlent. Chaque auteur a analysé les ambitions de la politique étrangère chinoise dans un domaine précis, de la manière la plus factuelle possible, en prenant en compte l'histoire contemporaine de la Chine et les évolutions les plus récentes sous la présidence de Xi Jinping. Nous avons tous, en définitive, posé une question essentielle : quel rôle la Chine souhaite-t-elle jouer dans le monde ? Cette aventure intellectuelle n'aurait pu être possible sans le soutien de [Frédéric Charillon](#), directeur de la collection chez CNRS Editions, qui m'a fait confiance pour la direction de cet ouvrage.



Alice Ekman

Responsable des activités Chine au Centre Asie de l'Ifri. Alice Ekman a dirigé le livre « La Chine dans le

monde », aux éditions du CNRS.

Ifri

I. S. : Pensez-vous que la politique étrangère chinoise est mal comprise en France ou plus généralement dans les pays occidentaux ?

A. E. : Elle est de mieux en mieux comprise, notamment parce que nous sommes de plus en plus nombreux à l'analyser, qu'une diversité d'acteurs ([diplomates](#), journalistes, chefs d'entreprise, chercheurs...) cherchent à comprendre la politique étrangère de la deuxième puissance économique mondiale, et les conséquences sur les rapports de force en Asie-[Pacifique](#) et au-delà. En outre, la rivalité entre la Chine et [les États-Unis](#), qui s'est renforcée ces derniers mois et qui perdurera très probablement dans les prochaines années, nécessite que l'on comprenne en profondeur les divergences de vues entre ces deux pays et les questions qu'elles posent à [l'Europe](#). Elles sont profondes et nombreuses - commerciales, géostratégiques (divergences de vue concernant Taiwan, la mer de Chine du Sud, la Corée du Nord, notamment), politiques, conceptuelles, idéologiques. La France dispose d'une relativement bonne capacité d'analyse de la Chine contemporaine aujourd'hui, en comparaison avec d'autres pays européens. Mais la compréhension de la politique étrangère chinoise peut encore être affinée : il est nécessaire de dépassionner davantage le débat pour en revenir aux faits, dans toute leur complexité et, parfois, leurs paradoxes. Il est également utile de revenir aux spécificités du système politique chinois, très différent de celui de la France, pour mieux comprendre le fonctionnement de la diplomatie chinoise en pratique.

IS : Votre ouvrage est scindé en trois parties : les ressorts domestiques, régionaux (Asie-Pacifique) et internationaux de la politique étrangère de la Chine. Cette distinction géographique implique-t-elle une hiérarchie entre ces trois grandes catégories de moteurs de l'action de la Chine dans le monde ?

A. E. : Oui, les priorités de la politique étrangère chinoise continuent de suivre une hiérarchie géographique forte : le développement économique du pays, et sa stabilité politique et sociale, demeurent les premières des priorités pour la Chine. Et les dossiers que les autorités chinoises considèrent d'« intérêts fondamentaux » se situent presque tous dans son environnement géographique proche, en Asie-pacifique : Taiwan, mer de Chine méridionale, mer de Chine orientale notamment. La Chine est davantage ferme et à l'initiative concernant ces enjeux. Mais cela ne veut pas dire que la Chine se désintéresse des enjeux plus éloignés.

L'augmentation rapide des investissements chinois à l'étranger au cours des deux dernières décennies, et du nombre de ressortissants chinois vivant à l'étranger, amènent la diplomatie et l'armée chinoises à assurer de nouvelles missions : protéger les intérêts économiques chinois à l'étranger, évacuer les ressortissants chinois en cas de conflit (comme ce fut le cas en Lybie ou au Yémen), mieux évaluer le risque de conflit pour anticiper et prévenir les pertes matérielles ou humaines. Pékin suit de plus en plus près les tensions et conflits, y compris ceux situés loin de son territoire. Outre la défense de ses intérêts spécifiques, la diplomatie chinoise défend également avec un activisme renforcé des positions plus générales, à l'ONU ou dans d'autres organisations internationales. Les autorités chinoises se positionnent notamment contre les changements de régime, que ce soit en Syrie ou en Corée du Nord. Ce positionnement est souvent analysé, à tort de mon point de vue, comme une absence d'ambition internationale. Au contraire, promouvoir l'opposition aux changements de régime comme un principe international est une des ambitions de la diplomatie chinoise.

I. S. : Le sujet des « nouvelles routes de la soie » a été largement couvert par la presse

française. Dans quelle mesure s'agit-il déjà d'une opération de communication réussie pour le régime chinois ? Les Occidentaux comprennent-ils les différents aspects de ce projet ?

A. E. : Le projet chinois dit des « [nouvelles routes de la soie](#) » est en partie une opération de communication, mais ce n'est pas que cela. Comme nous le soulignons dans « La France face aux nouvelles routes de la soie », une étude collective que nous venons d'achever avec mes collègues de l'Ifri [1], [les nouvelles routes de la soie](#), ce sont à la fois des projets matériels - infrastructures de transport notamment - mais aussi, et de plus en plus, des projets plus immatériels - plateformes de e-commerce, promotion de nouveaux standards et normes, création de tribunaux d'arbitrages commerciaux, projets de coopération douanière, policière, juridique, etc. Pour les autorités chinoises, il s'agit d'une nouvelle forme de mondialisation concurrente de celle proposée par les États-Unis ou l'Europe. [La France](#) et l'Europe comprennent bien les différents aspects de ce projet. [L'Union européenne](#) a engagé une réflexion stratégique sur le sujet, et a publié en septembre 2018 une communication conjointe sur une stratégie globale sur la connectivité entre l'Europe à l'Asie. Mais les dimensions immatérielles sont encore sous-estimées. [Les nouvelles routes de la soie](#), ce ne sont pas que des ponts et des routes, c'est une nouvelle offre de gestion des flux de marchandises, de personnes, de données...Quelle type de mondialisation souhaitons-nous pour les trente prochaines années ? C'est la question que le projet chinois pose aujourd'hui, indirectement, à la France et à l'Europe.

IS : La politique étrangère chinoise est souvent présentée comme pragmatique et fondée sur la défense des intérêts économiques du pays. Quelle part occupent les considérations idéologiques dans les orientations diplomatiques de Pékin ? La perception d'un système international injuste est-elle toujours un élément qui guide les décisions des responsables politiques chinois ?

A. E. : La défense des intérêts économiques demeure au cœur de [la politique étrangère chinoise. Et il est vrai que [la diplomatie](#) chinoise continue d'être pragmatique, dans la lignée de l'approche initiée par Deng Xiaoping->2076]. Toutefois, ce n'est pas parce que la politique étrangère chinoise est mise en application avec pragmatisme qu'elle n'est pas guidée, dans ses grandes orientations, par des considérations idéologiques. L'un n'empêche pas l'autre. Indéniablement, la politique étrangère chinoise est motivée par un certain ressentiment anti-occidental et une volonté de dépasser - à terme, d'ici 2050 et si possible avant - [les États-Unis](#) dans une diversité de domaines : économique, diplomatique, militaire, technologique... Outre les investissements massifs en recherche et développement dans ces domaines, Pékin investit aujourd'hui massivement dans ce que j'appelle les « marqueurs de puissance » [2], c'est-à-dire de nouveaux indicateurs internationaux (classements internationaux, agences de notation, rapports, forums et sommets multilatéraux) qui positionnent progressivement la Chine comme une puissance normative. Ces indicateurs n'ont en effet par vocation à rester des alternatives à ceux développés jusqu'à présent par les États-Unis ou l'Europe, ils ont vocation à faire référence pour le monde. C'est en tous cas le souhait des autorités chinoises, qui en même temps appellent un nombre croissant de pays à apprendre du système économique et politique chinois, par le biais de programmes de formation, de visites officielles ou encore d'échanges entre partis politiques.

IS : Quelles sont les innovations diplomatiques de Xi Jinping depuis son arrivée au pouvoir ? Dans quelle mesure ce dernier a-t-il contribué à accroître le pouvoir du Parti communiste ? Au détriment de quelles institutions s'est fait cet ajustement ?

A. E. : Xi Jinping a accéléré l'investissement dans la diplomatie initiée par son prédécesseur Hu Jintao. Le budget de la diplomatie chinoise a doublé en cinq ans : de 30 milliards de Yuan pour l'année 2011, il s'élève désormais à 60 milliards de Yuan pour 2018 (près de 8 milliards d'euros). Forte de ce budget, la Chine organise un nombre croissant de sommets multilatéraux sur son territoire et à l'étranger, et de manière générale investit tous azimuts dans la gouvernance mondiale, qu'elle souhaite restructurer en renforçant son influence dans les organisations internationales existantes, et en en créant de nouvelles en parallèle. Au niveau conceptuel, Xi Jinping appelle à l'avènement d'un « nouveau type de relations internationales », c'est-à-dire à une reconsidération des rapports entre Etats, qui selon lui ne devraient plus être structurés, à terme, par le [système d'alliance](#) américain. En effet, la Chine s'oppose désormais officiellement au système d'alliance et prône l'avènement d'un système de partenariat plus souple, en premier lieu avec les pays en développement et émergents, mais aussi avec les pays alliés des Etats-Unis.

Le Parti communiste, et son secrétaire général Xi Jinping, joue plus que jamais un rôle central dans le processus de décision et de supervision de la politique étrangère. C'est au niveau du Parti que sont prises les décisions les plus importantes, et le Parti lui-même est un canal de communication majeur, et le sera probablement encore davantage, alors que Xi Jinping a appelé l'année dernière au renforcement des relations entre le Parti communiste chinois et les partis politiques étrangers (de tous bords, pas uniquement communistes) pour les cinq prochaines années.

En même temps, Xi Jinping a également renforcé le contrôle politique et idéologique du corps diplomatique, et de la haute fonction publique dans son ensemble. Les diplomates chinois, très professionnels pour la plupart, disposent d'un assez faible degré d'initiatives, ce qui représente parfois une limite dans le déploiement de la politique étrangère chinoise. Par exemple, dans le cas des nouvelles routes de la soie, la communication est très contrôlée, et les diplomates chinois tendent à reprendre des éléments de langage généraux validés par le Parti, ce qui rend plus difficile les discussions spécifiques et concrètes sur ce sujet.

I. S. : L'anglais et [le français](#) démontrent depuis longtemps qu'une langue peut être une forme indirecte de la puissance. Dans le cas de la Chine, la langue chinoise est-elle une forme de sa puissance émergente ? Où sont localisés les Instituts Confucius et quelles sont leurs fonctions géopolitiques au sens large ?

A. E. : Oui, la langue est un vecteur de rayonnement international, et dans certains cas d'influence. Depuis 2004, [la Chine](#) a multiplié l'ouverture d'Instituts Confucius à travers le monde, en Europe mais aussi en Afrique ou en Asie - en s'inspirant d'initiatives précédemment développées par d'autres pays. On en compte plus de 500 actuellement. Mais leur influence est parfois surestimée - la majorité des étudiants qui apprennent le chinois le font hors instituts Confucius, dans des institutions indépendantes du gouvernement chinois - et ce n'est pas l'unique initiative développée par la diplomatie chinoise pour renforcer son *soft power* à l'étranger. Le réseau de médias chinois d'Etat s'est rapidement développé à l'étranger, et gagne en influence. La Chine développe également ses programmes de formations aux étudiants et aux professionnels étrangers (ingénieurs, diplomates et autres cadres de la fonction publique). Ces programmes de formation, tout comme le réseau de médias en langue étrangère, représentent des vecteurs d'influence significatifs dans certains pays, alors que leurs contenus promeuvent la Chine comme un modèle de réussite et un exemple à suivre en terme de développement économique comme de gouvernance politique.

Plus : Alice Ekman (dir.) « La Chine dans le monde », CNRS éditions, 2018. [Via Amazon](#)



Alice Ekman (dir.), « La Chine dans le monde », CNRS éditions
Un livre recommandé par *Diploweb.com*
CNRS éditions

4e de couverture

Aujourd'hui, les initiatives internationales de la Chine se multiplient et se diversifient : la Chine investit dans les infrastructures de transport ou de télécommunication à l'étranger, maintient ses revendications territoriales et maritimes, ouvre de nouvelles bases militaires, crée de nouvelles institutions multilatérales, renforce son réseau de médias en langues étrangères... Xi Jinping a définitivement tourné la page de l'approche « profil bas » de la politique étrangère mise en place par Deng Xiaoping au lendemain de la révolution culturelle, dont l'objectif premier était de sortir le pays de la pauvreté. Si le développement économique demeure une priorité de la diplomatie chinoise - face aux écarts de développement persistant au sein du territoire national et au ralentissement de la croissance -, d'autres enjeux préoccupent également Pékin aujourd'hui : l'approvisionnement en énergie et matières premières, la

protection des ressortissants chinois à l'étranger ou encore la lutte contre le terrorisme. Huit des meilleurs spécialistes francophones de la Chine se sont réunis pour analyser chacun de ces enjeux et la manière dont la Chine y répond actuellement. Les nouvelles initiatives internationales de la Chine constituent-elles uniquement une réponse à ces enjeux, ou sont-elles également motivées par d'autres objectifs ? Cet ouvrage pose en définitive une question essentielle : quelles sont les ambitions de la politique étrangère chinoise ? Sa lecture permet de mieux comprendre la façon dont la Chine perçoit le monde, et surtout, le rôle qu'elle souhaite y jouer.

Se procurer le livre d'Alice Ekman (dir.) « La Chine dans le monde », CNRS éditions, 2018. [Via Amazon](#)

P.-S.

Alice Ekman est chercheur, responsable des activités Chine au Centre Asie de l'Ifri. Elle est également chargée de cours sur la Chine contemporaine à Sciences Po. Parmi ses publications : *La Chine dans le monde* (dir.), CNRS Editions, 2018.

Notes

[1] Voir l'étude collective « La France face aux nouvelles routes de la soie », par A. Ekman (dir.), F. Nicolas, C. Pajon, J. Seaman, I. Saint-Mézard, S. Boisseau du Rocher, T. Kastouéva-Jean, octobre 2018, téléchargeable gratuitement sur le site de l'Ifri : https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ekman_ifri_france_routes_soie_2018.pdf

[2] Voir à ce sujet le dossier « Chine : la nouvelle puissance », dans le RAMSES 2019, « Les Chocs du futur », Dunod, septembre 2018.